

# Royaume-Uni

## Victoire de Corbyn : vers un renforcement des relations entre les syndicats et le Labour ?

Christian DUFOUR \*

---

Tout le monde s'attendait à un scrutin serré en mai 2015 pour le renouvellement du Parlement au Royaume-Uni. Les travaillistes se promettaient de supplanter les conservateurs et de gouverner grâce à une alliance avec les libéraux-démocrates. À la surprise générale, les conservateurs obtiennent la majorité absolue en sièges et se défont de l'alliance conclue avec ces mêmes libéraux en 2010. Les travaillistes gagnent des voix et perdent des sièges, dont la quasi-totalité de ceux qu'ils obtenaient traditionnellement en Écosse (sauf un), au profit des indépendantistes du Scottish National Party (SNP), alors que le référendum sur l'indépendance de septembre 2014 avait été rejeté (à 55 % contre 45 %), grâce au Labour justement.

Le secrétaire général du Labour, Ed Miliband, démissionne immédiatement. Sa succession ouvre une campagne qui doit se dérouler de mi-juin à début septembre. Cette opération partisane habituellement vouée à la discrétion va créer l'une des surprises politiques les plus importantes de l'histoire britannique.

Entretiens, le gouvernement conservateur met en œuvre son programme, avec célérité et conviction. Il s'attaque par la loi aux services publics et aux syndicats. Les syndicats et une partie de l'opinion réagissent à ces mesures. Ils vont trouver dans l'élection du secrétaire général du Labour une tribune et un exutoire à leurs exigences en faveur d'un changement politique plus radical qu'attendu.

L'élection du *leader* du Parti travailliste – en raison de relations originales – ouvre peut-être une nouvelle ère entre travaillisme et syndicalisme, au-delà de leurs formules institutionnelles.

---

### Des réformes violentes à l'encontre de l'État social et du syndicalisme

Dès son retour au 10 Downing Street, David Cameron manifeste la combativité de son gouvernement dans le sens du libéralisme économique et de la dérégulation sociale ; il poursuit en particulier sa politique vis-à-vis des services publics (Lefresne, 2014), qui avaient été au centre des débats électoraux, et fait voter une loi résolument antisyndicale.

---

\* Chercheur au CRIMT ; christianc.dufour@gmail.com.

**S'éloigner de ce qui reste  
de l'État social sous prétexte  
d'optimiser ses coûts**

Le déficit de l'État atteint 5 % du PIB, la croissance économique tend à ralentir après les 3 % obtenus en 2014. Le chômage, officiellement autour de 5,5 %, a baissé, essentiellement sous l'effet de l'accroissement – difficile à estimer – du nombre des contrats de travail à 0 heure<sup>1</sup>. L'austérité budgétaire est retenue comme la solution au redressement des finances et de l'économie. Les électeurs ont consacré les conservateurs comme les plus à même de mener une politique que leurs adversaires travaillistes ne contestaient pas sur le fond. La disparition des Libéraux-démocrates permet une affirmation plus nette de la politique *torie*. Le plan présenté en juillet met les services publics à contribution, à la fois par des baisses de dotations et par des hausses de la participation financière des citoyens ; il s'agit d'économiser 12 milliards de livres (soit 16,5 milliards d'euros) au cours de la législature. Des aides sociales (enfance, logement, santé...) sont supprimées ou réduites, des contributions supplémentaires (école/université, santé, transports...) sont exigées des usagers<sup>2</sup>. Les salaires de la fonction publique sont gelés, les écoles sont promises à l'autonomie de gestion et de programme dans une perspective de privatisation, les personnels hospitaliers appelés à travailler 24 heures sur 24 pendant 7 jours. En

contrepartie de ces mesures, le salaire minimum serait relevé, vecteur de l'autonomisation des individus dans leurs propres prises en charge, les petites entreprises voyant leurs charges sociales diminuer. L'objectif est clairement de démanteler le système de protection sociale au profit de sa privatisation : les assurés sont individuellement responsables, leurs fournisseurs doivent être des prestataires privés.

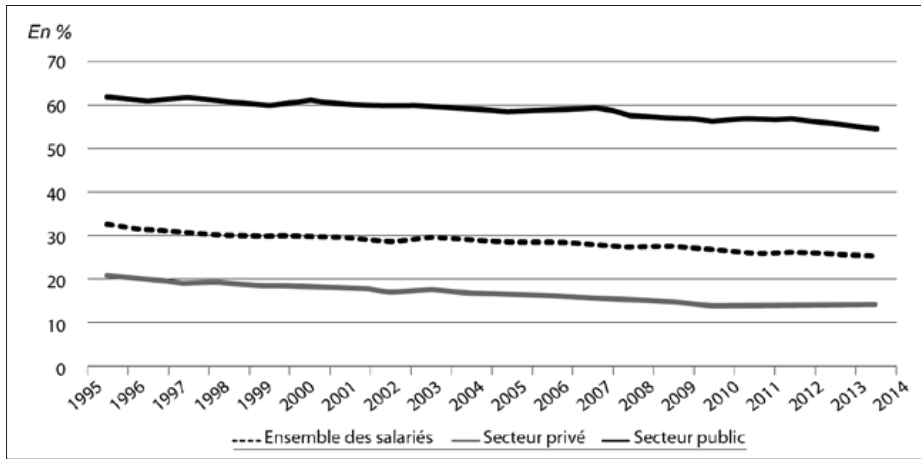
Le Parti travailliste, défait dans les urnes et très abattu moralement, réagit mollement à ces annonces. Il soutient fondamentalement l'idée que l'austérité et la rigueur budgétaire sont inévitables, sans partager le *credo* anti-État-providence conservateur.

**Une loi antisyndicale plus radicale  
que les mesures Thatcher**

Les services publics sont ce qui reste de fer de lance à un syndicalisme qui perd des adhérents depuis plus de trente ans<sup>3</sup> (graphique 1). Des coupes budgétaires très importantes y ont déjà été opérées et un durcissement des évolutions salariales et des conditions de travail est promis aux salarié(e)s. Les conservateurs savent que les conflits peuvent y être sévères. Au cours de 2014, plus de 700 000 journées de grève ont été décomptées, essentiellement dans l'éducation, les transports et la santé (ONS, 2015b ; tableau 1). Même si l'ampleur de ces grèves reste modeste dans l'histoire longue de la conflictualité, il s'agit d'un doublement par rapport

1. Contrats par lesquels les salariés ne sont appelés au travail qu'en cas de nécessité (Office for National Statistics – ONS, 2015a).
2. Pour une analyse experte de ces réformes, voir C. Emmerson, « Public Service Spending : More Cuts to Come », Institute for Fiscal Studies, 4 June 2015, <http://www.ifs.org.uk/publications/7765> ; pour une analyse syndicale, voir « Welfare Reform », Unison, <https://www.unison.org.uk/get-help/services-support/there-for-you/welfare-reform/> ; pour une présentation gouvernementale, voir « Chancellor George Osborne's Summer Budget 2015 speech », House of Commons, 8 July 2015 : <https://www.gov.uk/government/speeches/chancellor-george-osbornes-summer-budget-2015-speech>.
3. Pour une analyse de la situation du mouvement syndical au Royaume-Uni depuis l'avènement du thatchérisme, voir Dufour, Hege (2010).

Graphique 1. Taux de syndicalisation par secteur (1995-2014)



Source : Labour Force Survey, Office for National Statistics.

à 2013. Le gouvernement compte sur l'impact limité du syndicalisme dans l'ensemble social pour isoler les réactions hostiles, mais il veut se prémunir contre des actions localisées aux effets étendus. Préventivement, il s'attaque au droit de grève, fort de la légitimité qu'il a obtenue des urnes et espérant bénéficier de la sensibilité des usagers à ce sujet.

Le droit de grève, depuis l'ère Thatcher, est lié à un vote postal de la part des salariés potentiellement concernés : 50 % des salariés doivent participer et la majorité d'entre eux s'exprimer favorablement. Ces exigences avaient été dénoncées par les syndicats, puis utilisées par eux pour montrer la force des demandes des salariés prêts à y répondre pour pouvoir faire grève. Le nouveau gouvernement conservateur veut désormais faire dépendre l'accès à la grève dans la quasi-totalité des services publics d'une réponse de 50 % au moins des salariés concernés et d'un avis favorable par 40 % des salariés concernés. Pour 1 000 salariés concernés, 500 réponses doivent être retournées au

syndicat dont 400 favorables. Le courrier d'appel au vote émanant du syndicat devra comprendre une « description claire » des enjeux de la confrontation et des termes de la grève envisagée. Le vote devra être renouvelé tous les quatre mois pour que l'action de grève puisse être entreprise ou continuée. Le début de la grève devra être signalé deux semaines à l'avance et ses formes annoncées, « y compris les messages sur Facebook », s'indignent des universitaires<sup>1</sup> qui signent une lettre de dénonciation.

Dans le même temps, les employeurs se voient autorisés à faire appel à des équipes de remplacement des grévistes. Les piquets de grève jugés menaçants relèveront de poursuites criminelles et non plus seulement au civil ; le syndicat gréviste devra mettre un de ses membres, muni d'un brassard, à disposition de la police pour surveiller conjointement les pratiques des piquets. Le gouvernement se voit demander par des membres de sa majorité de poser des limites individuelles aux disponibilités horaires

1. « Trade Union Bill threatens right to strike », TUC, site internet, 11 August 2015.

**Tableau 1. Nombre de journées de travail perdues et d'arrêts de travail dans le secteur public et dans le secteur privé au Royaume-Uni (2005-2014)**

Année	Nombre de journées de travail perdues		Arrêts de travail <sup>1</sup>		Nombre de journées de travail perdues pour 1 000 salariés <sup>2</sup>	
	Public	Privé	Public	Privé	Public	Privé
2005	99	59	60	56	16	3
2006	656	98	87	71	108	4
2007	1 002	39	90	52	166	2
2008	711	48	75	69	117	2
2009	368	88	49	49	58	4
2010	313	52	47	45	50	2
2011	1 276	113	89	63	210	5
2012	198	51	63	70	34	2
2013	363	81	50	64	64	3
2014	716	72	68	87	133	3

1. Arrêts de travail en cours dans l'année.

2. Sur la base des estimations du nombre d'emplois salariés élaborées par Workforce Jobs (ONS) en septembre 2014.  
Source : Office for National Statistics.

accordées aux délégués syndicaux. Le service de certification syndicale (Certification Officer <sup>1</sup>) pourra exiger des syndicats qu'ils livrent des rapports détaillés sur leurs activités grévistes et pourra leur infliger des amendes allant jusqu'à 25 000 livres (34 300 euros) en cas de manquement à cette requête. Ce service pourra entreprendre des investigations de son propre chef, et bénéficiera d'un financement assuré conjointement par les syndicats et les employeurs.

Enfin, cette loi exigera de tous les syndicats qu'ils demandent à leurs membres s'ils sont d'accord pour verser une partie de leur cotisation aux fonds politiques que la plupart des organisations ont constitués. Ces dotations se montent à

environ 25 millions de livres (34,3 millions d'euros) par an et proviennent de 4,5 millions de contributeurs. La plupart sont gérées par des syndicats affiliés au Trades Union Congress (TUC) et destinées au Parti travailliste.

Les organisations syndicales ont ressenti ces réglementations comme suffisamment dangereuses pour que le *leader* du syndicat des conducteurs de train (Associated Society of Locomotive Engineers and Firemen – ASLEF) les assimile à « l'Allemagne fasciste <sup>2</sup> » et que la secrétaire générale du TUC, Frances O'Grady, parle de « la plus sévère attaque sur les droits des travailleurs depuis le début du XIX<sup>e</sup> siècle ». De nombreuses organisations ont pris position contre ce

1. Ce service officiel, entre autres, contrôle les déclarations syndicales concernant les effectifs d'adhérents.

2. P. Wintour, « Biggest crackdown on trade unions for 30 years launched by Conservatives », *The Guardian*, 15 July 2015.

qu'elles considèrent comme une atteinte à des libertés civiles, publiques et individuelles dont la Grande-Bretagne est une figure de proue depuis des siècles. Même des organisations représentatives des *managers* du personnel se sont élevées contre cette loi qu'elles jugent contre-productive.

Dans ce contexte, le métro londonien, en grève une journée début août, devait connaître deux grèves de 24 heures les 25-26 et 27-28 août en raison d'un plan d'extension du service durant toute la nuit. Les syndicats – RMT<sup>1</sup> en tête – dénonçaient une aggravation des conditions de travail et une détérioration de l'équilibre vie au travail/vie familiale, l'entreprise rétorquant que rien ne changerait pour ceux qui ne le voudraient pas, grâce à 500 embauches. La grève a finalement été reportée en raison de l'avancée des négociations, suivant Unite et RMT. Mais entretemps, la date du 12 septembre, à laquelle le nouvel horaire devait débiter, avait pris une valeur symbolique plus importante dans la vie publique britannique et la lutte syndicale contre le gouvernement.

---

### L'ascension de Jeremy Corbyn, l'anti-Blair

Après sa défaite aussi lourde qu'inattendue de mai 2015, le Parti travailliste devait se trouver un *leader* dont l'objectif et le profil pourraient le ramener au pouvoir en 2020. Pour faire acte de candidature à ce poste, il fallait réunir avant le 15 juin au moins 35 signatures de membres du Parlement. Trois candidats modérés, très proches, étaient assurés de ce soutien : Andy

Burnham, Yvette Cooper et Liz Kendall, tous trois dans la mouvance majoritaire du Labour (*mainstream*) et plus ou moins critiques du blairisme. Ils partagent l'analyse que le parti a perdu les dernières élections faute d'avoir su convaincre les électeurs centristes, ce qui aurait profité aux conservateurs.

À la dernière minute, littéralement, un quatrième candidat entre dans l'arène. Jeremy Corbyn, député de Islington-Nord dans le grand Londres, classé à gauche du parti, s'est laissé convaincre de se présenter. Il n'avait aucune chance de réunir les parrainages nécessaires. Néanmoins, l'homogénéité de vue des autres postulant(e)s risquant d'affecter la crédibilité du débat à venir, des membres de la majorité politique ont apporté leur soutien à cet *outsider* absolu et inoffensif. Corbyn dépose 36 lettres de créance quelques minutes avant la clôture des listes, dont à peine une vingtaine lui sont véritablement favorables. Personne ne croit en ses chances ; les *bookmakers* cotent sa victoire à 100 contre 1.

### **Des règles électorales nouvelles, compliquées et visant la désyndicalisation du parti**

Un long débat sur ce processus électoral interne s'est clos au début de l'année 2015. Le parti est alors convaincu qu'il s'approche à nouveau du pouvoir. Pour vaincre, il doit manifester sa totale autonomie envers un syndicalisme jugé porteur de positions qui lui aliènent les voix centristes. Les changements des règles par rapport à l'avènement de Ed Milliband en 2010 portent sur deux registres.

D'une part, si les membres individuels du parti et les membres affiliés *via*

---

1. National Union of Rail, Maritime and Transport Workers : principal syndicat britannique des transports.

les syndicats <sup>1</sup> – les deux composantes traditionnelles – restent évidemment électeurs, les adhérents d'origine syndicale votent désormais individuellement, et non plus par le biais de leur organisation syndicale. Et se rajoutent à eux désormais des citoyens qui se déclarent proches du Labour et payent 3 livres de cotisation (4,1 euros) pour participer au scrutin. Cette réforme visait à ouvrir plus largement le parti à la société, au détriment de fait de la place des syndicalistes. Il s'agit clairement de limiter l'influence syndicale dans le choix des *leaders* du parti.

D'autre part, le décompte des voix s'est complexifié. Chaque électeur dispose de deux voix. Il exprime un premier choix et un deuxième. Lors du dépouillement, le premier choix est d'abord décompté. Si un candidat en obtient plus de 50 %, l'affaire est close. Autrement, le candidat ayant obtenu le moins de voix est éliminé et les seconds choix de ses électeurs sont ajoutés aux voix premier choix de leurs destinataires. Si avec cet apport un candidat atteint le seuil de 50 %, le scrutin est clos. Autrement, le candidat restant ayant obtenu le moins de voix, etc. <sup>2</sup>

En quelques semaines, le cocktail fait d'annonces antisociales du gouvernement conservateur, d'agencements

électoraux au sein du Parti travailliste, de faiblesse des oppositions issues de ce parti à l'égard des lois à venir prend feu sous l'allumette de Corbyn. Ses interventions à contre-courant du *mainstream* politique y compris (ou d'abord) dans son propre parti font mouche et attirent une attention grandissante. L'agressivité des Tories à l'égard de ce qui reste de l'État social et les menaces antisyndicales poussent les syndicats à radicaliser leurs positions envers le gouvernement et à exiger plus de réactivité du Labour. Les salariés du secteur public voient l'intérêt de s'acquitter de leurs 3 livres. Les nouveaux électeurs apparus dans le public et plusieurs syndicats (Unison, Unite, CWU...) prennent position en faveur du candidat qui dénonce clairement la politique libérale qu'endossent Blairites et conservateurs <sup>3</sup>. Un peu plus de 550 000 électeurs potentiels sont répertoriés au moment où les listes sont closes, dont environ 293 000 membres du parti, 148 000 issus des rangs syndicaux et 113 000 ayant acquitté la contribution volontaire.

### **Corbyn fait le parcours en tête**

La population et les médias découvrent en Corbyn un personnage à l'opposé des « Blairites ». Cet ancien syndicaliste de 66 ans, élu dans sa circonscription

1. En 2010, lors de la désignation de Ed Miliband, les syndicats disposaient d'un tiers des voix ; ils adressaient à leurs membres les bulletins de vote pour le parti en indiquant leur propre choix. Il s'agissait déjà d'une évolution par rapport au moment où les syndicats votaient « en bloc » (*block-votes*) pour un candidat au nom de leurs membres. Cette pratique se justifiait par le privilège accordé au caractère collectif de l'adhésion, reflétant l'origine syndicale du Labour.

2. Un(e) secrétaire général(e) adjoint(e) est élu(e) au même moment, sur les mêmes principes. L'éventail politique des cinq candidat(e)s est très resserré dans l'orthodoxie. Tom Watson, réputé proche des syndicats, favori dans les sondages sera finalement élu. Il ne masque pas d'abord sa défiance envers Corbyn. Au fil des semaines, il évolue et assure que son souci serait d'abord d'assurer l'unité du parti et sa fidélité à son nouveau *leader*. Dès le 13 septembre il se désolidarise de Corbyn sur la question des armes nucléaires.

3. Au fil du débat, des responsables de Unite se désolidarisent de la position majoritaire et se prononcent en faveur de Burnham, qui est le second choix de Unite. Un syndicat de la construction aéronautique et navale (NISC) se prononce aussi pour Burnham. GMB n'a pas pris position, faute d'avoir « trouvé un accord interne » et USDAW (commerce privé) soutient Burnham.

depuis 1983 <sup>1</sup>, a voté plus de 300 fois en dix ans contre les consignes de son parti. Personnage atypique dans le paysage politique <sup>2</sup>, sans moyens financiers pour assurer sa campagne, il se déplace de site en site, et il attire des foules de plus en plus nombreuses dans des enceintes où l'on s'attendait à trouver des bancs vides. « Remettant à la mode les codes vestimentaires des années 1980 », selon une journaliste, ce personnage ascétique rentre chez lui nuitamment en métro après ses *meetings* qui bientôt réunissent des milliers de personnes. Les autres passagers se chargent de populariser sur les réseaux sociaux l'image d'un candidat épuisé au milieu de ses semblables. Début août, des sondages font état de l'engouement en sa faveur. Son programme, qui n'est rien d'autre que la somme des positions qu'il défend depuis plus de trente ans, se publie. Il s'oppose à l'armement nucléaire et au projet Trident qui le concrétise, il milite en faveur de la renationalisation des chemins de fer, de l'eau et de la National Bank of Scotland (et ce sans indemnisation). Il veut l'arrêt des suppressions de postes dans les services publics. À contrepied de la politique travailliste depuis 25 ans, il demande une augmentation des impôts sur les profits des sociétés et des plus hauts revenus. Dénonçant l'austérité et son inefficience économique, il propose une relance économique en particulier *via* une création de monnaie (*Quantitative easing*) directement

dédiée à la prise en charge d'infrastructures collectives pour éviter la spéculation par son intermédiaire. Il soutient le maintien de la Grande-Bretagne au sein d'une « meilleure Europe » et appuie les revendications du peuple palestinien. Il va de soi qu'il s'oppose au projet de loi sur les syndicats. Il reçoit fin août l'appui d'une série d'économistes <sup>3</sup> qui jugent ses propositions (devenues les « Corbynomics ») parfaitement raisonnables, voire conformes avec les vues du Fonds monétaire international (FMI).

À la mi-août, un sondage lui accorde plus de la moitié des suffrages. Plus sérieusement encore, des *bookmakers* arrêtent de prendre des paris à son sujet tant sa victoire est devenue prévisible. Un mois avant la clôture du scrutin (le 10 septembre pour des résultats le 12 septembre), les *meetings* qu'il organise font salle comble, du nord au sud du pays, les réseaux sociaux se mettent à travailler dans son sens, les médias changent de ton à son sujet et prennent note de l'enthousiasme populaire. Le *Daily Record*, le tabloïd dominant la scène éditoriale écossaise, lui accorde son soutien. Les rangs des officiels du Labour, incrédules, se mobilisent. Tony Blair part à l'attaque en prévenant qu'une victoire de Corbyn conduirait à une marginalisation définitive du Labour. D'autres anciens *leaders* lui font suite, dont Gordon Brown. Face à cette menace, il est suggéré aux trois autres candidats de s'entendre pour

1. En 2015, il obtient 60,2 % des voix, en progression de 5,8 points, essentiellement aux dépens des Libéraux. Cette circonscription, l'une des plus denses de Londres en population, est marquée par une forte diversité sociale.

2. Il s'est fait remarquer par une demande de remboursement de frais aux Communes pour une cartouche d'imprimante. Au même moment, en août 2015, un scandale secoue la Grande-Bretagne. Des Pairs qui n'ont pas participé aux activités de leur Chambre depuis plusieurs années ont accumulé des notes de frais pour plusieurs centaines de milliers de livres.

3. Une quarantaine d'économistes, dont David Blanchflower, signent une lettre commune, « Jeremy Corbyn's opposition to austerity is actually mainstream economics », publiée dans le *Guardian* du 23 septembre : <http://www.theguardian.com/politics/2015/aug/23/jeremy-corbyns-opposition-to-austerity-is-actually-mainstream-economics>.

laisser une seule candidature contre celui qui est devenu « Jeremy » (*Jez we can*, est le slogan de sa campagne). Mais les enjeux d'appareil au sein du Labour sont trop contradictoires pour qu'un accord soit trouvé dans ce sens.

### **Le Labour nouveau contre le New Labour**

Le succès de Jeremy Corbyn, d'après des sondages, repose sur sa capacité à attirer des sympathies venant de toutes les origines partisans. Contrairement aux allégations de Blair, selon qui Corbyn effraierait de larges couches de l'électorat et condamnerait le Labour à la relégation, les sondeurs lui attribuent des soutiens plus forts qu'à ses concurrents pour le secrétariat non seulement au sein du Labour, mais aussi auprès des électeurs du UK Independence Party (UKIP, extrême droite) comme du Parti communiste. Son accès éventuel au rôle de Premier ministre est perçu aussi favorablement que celui de Andy Burnham, le candidat promis à la victoire avant l'irruption de Jeremy Corbyn. L'attraction qu'il exerce sur des électeurs de UKIP nourrit bien sûr les accusations de populisme voire d'antisémitisme. Mais elle trouble aussi des commentateurs et des stratèges électoraux qui savent que le Labour a perdu une bonne partie de son électorat populaire au profit de ce nouveau venu sur la scène politique. Les positions originales de Corbyn concernant

l'immigration, complètement opposées à celles de UKIP et des autres partis, semblent peser moins que ses exigences concernant le retour à un État œuvrant en faveur des catégories abandonnées par le libéralisme des Tories ou des Blairites. De même, Corbyn attire à lui des électeurs écossais qui avaient abandonné le Labour en faveur du Scottish National Party (SNP) en mai dernier. Seul député travailliste à avoir voté contre l'intervention en Irak, victime alors des moqueries de tout l'*establishment* politique et de la majorité des médias, il suggère désormais que Tony Blair devrait répondre devant un tribunal de « crimes de guerre ». Cela lui vaut la ferveur accrue de nombreux membres de base du Labour qui avaient réprouvé cette expédition guerrière, « la pire depuis l'affaire de Suez <sup>1</sup> ».

---

### **Le réveil d'une force, la recherche d'une méthode politiques ?**

L'apparition de Jeremy Corbyn semble avoir réveillé des franges de la population qui s'étaient exclues du débat public avec la prise de pouvoir de Blair au sein du Labour ou qui n'y étaient jamais entrées. Les nouveaux militants de Corbyn sont à la fois des seniors qui avaient quitté le Labour sous les injonctions de centrisme du blairisme et des jeunes qui partagent l'opinion commune que Labour et Tories « *it's the same* ». Les syndicats – qui étaient passés sous

---

1. Un rapport (*Chilcot Report*) sur l'engagement britannique dans cette aventure, son illégalité déjà reconnue et les mensonges sur lesquels il a reposé, est bloqué depuis 2012 pour des raisons procéduraires. Tony Blair et George Bush jr. partagent des intérêts communs à ce sujet, ce qui embarrasse les travaillistes *mainstream* comme les Tories. Déjà, en 2003, Blair est publiquement accusé de mensonges sur l'Irak dans ce qui est connu comme « l'affaire Kelly ». L'*establishment* politique reste alors prudent sauf un... Jeremy Corbyn, qui déclare : cela « ressemble à l'enquête du Watergate où le Président (Nixon) aux États-Unis a été finalement mis au pied du mur car il avait en fait été impliqué dans toute l'histoire depuis le début » (« Des révélations gênantes pour Blair », *La Libre Belgique*, 25 août 2003). En 2004, Corbyn dénonce au sommet social de Bombay la menace pour la paix que représente le militarisme étatsunien (*Handelsblatt*, 16 janvier 2004). Les Tories voient en lui une « menace pour la sécurité nationale » (George Osborne, 31 août 2015).



les fourches caudines de Blair pour se soustraire aux attaques de Margaret Thatcher puis de John Major – relèvent la tête. Ils ont petit à petit perdu beaucoup de leur influence au sein du parti. Ils ne disposent plus des « *blocks-votes* » qui leur permettaient de jouer les faiseurs de roi lors des désignations au sein du parti. Ils sont moins centraux dans les luttes d'influence au sein du parti. Mais l'ouverture au vote des sympathisants leur a permis de mettre en œuvre leur capacité de mobilisation numérique, au moins de façon ponctuelle. L'appareil du parti s'avise courant août de cet effet inattendu et cherche à expurger des listes des votants potentiels les inscrits qui semblent trop proches des positions syndicales les plus favorables à Corbyn <sup>1</sup>.

Surtout, les syndicats sont sensibles au phénomène social que Corbyn synthétise. Non seulement il présente une politique alternative qui fait apparaître les orthodoxies partisans – Labour et Tories – comme des solutions archaïques, mais il renverse la logique de légitimation des choix politiques. Alors que – avant même l'arrivée de Blair et sous l'impact du poids syndical – le Labour se comportait en parti fortement structuré verticalement, tout entier soumis aux tractations des forces internes, et capable d'imposer ses impératifs aux niveaux les plus décentralisés de la vie politique, Corbyn suscite des regroupements militants de terrain qui délégitiment les règles de fonctionnement du parti. L'Écosse illustre ce phénomène : en mai dernier, dans un contexte électoral dramatique,

le Labour ne parvenait plus à réunir quelques dizaines de militants. Corbyn doit y trouver des salles de plus en plus grandes pour recevoir ses sympathisants dont des centaines restent à l'extérieur... sous la pluie. Il en profite pour y évoquer les nécessaires alliances politiques qui seront à conclure pour se débarrasser des conservateurs.

Les cadres du parti, éberlués, passent très vite de la défensive à des tentatives de contre-attaque. Les partisans de Corbyn, peu respectueux des règles internes, les stigmatisent rapidement comme des « Red Tories », remettant en cause la proximité des politiques des deux partis de gouvernement. Ces cadres agitent derrière Blair dès mi-août le spectre d'une scission d'un parti voué avec Corbyn aux échecs électoraux, tant aux élections générales qu'aux locales, lesquelles doivent se tenir en mai 2016. La stratégie de la victoire électorale avant tout est remise en cause, et le débat public tranche en faveur de sa relativisation.

Clos le 10 septembre, le scrutin enregistre la victoire de Corbyn au premier tour, avec 59,5 % des voix, loin devant les 19 % de son suivant, donné au printemps comme le prétendant le plus sûr.

---

### **Des conséquences sérieuses, au-delà de Westminster**

Corbyn secrétaire général va avoir fort à faire. Il lui faut consolider le mouvement populaire qu'il a suscité au sein duquel les syndicats jouent un rôle important, maîtriser l'appareil du parti et

---

1. Entre autres sous le hashtag #Labourpurge. L'aigreur de la bataille est telle fin août 2015 que le soupçon existe d'un appareil cherchant à susciter des actions judiciaires destinées à contester la légalité d'un vote... qui serait favorable à Corbyn. Le Labour laisse filtrer une note de juin 2015 indiquant que la décision d'autoriser les votes à 3 livres a été prise à l'encontre des admonitions des juristes du parti. Des députés majoritaires se sentent obligés de dénier qu'un « coup » soit en cours de préparation pour déstabiliser Corbyn dès après son élection. Les estimations des votants potentiels varient suivant les sources, certaines allant jusqu'à 650 000.

répondre aux attaques des Tories qui ne s'attendaient pas à ce bouleversement du paysage politique.

**Une nouvelle donne pour le pouvoir conservateur**

Les Tories se sont d'abord réjouis du surgissement de ce trublion, susceptible de décrédibiliser définitivement un Labour déjà mal en point. Ils partagent alors l'analyse de Blair et de ses partisans pour qui les élections se gagnent au centre – centre-droit pour eux –, ce qui contraint à rester dans une bande politique très étroite. Les conservateurs avaient profité de l'apparition de UKIP au détriment principal des bases traditionnelles du Labour. En mai dernier, ils ont aussi capitalisé sur le désaveu du Labour au profit du SNP.

Corbyn trouble le jeu en déplaçant le focus du débat public. Il suggère que la majorité électorale se trouve dans la prise d'initiative de groupes sociaux qui veulent agir mais ne veulent pas entrer dans le Tory/New Labour. L'accès au pouvoir n'est plus pris comme un but inscrit dans les seuls enjeux électoraux, mais la résultante de l'adjonction de forces sociales et électorales marginalisées, celles qui sont le plus victimes du système social.

Il en fait la démonstration avec sa victoire au sein du Labour. Les gains tactiques électoraux se lisent sous une lumière plus stratégique : les électeurs – pas seulement ceux du Labour – sont à la recherche d'alternatives <sup>1</sup>. En ne mettant pas la conquête du pouvoir au centre de son travail politique, mais la mobilisation populaire, il offre une nouvelle échelle de

mesure à l'efficacité : on peut contribuer positivement à la défense des couches défavorisées quand on n'a pas de postes à défendre et gagner ainsi des électeurs. Les Tories ne seront pas épargnés si cette quête trouve son débouché. Corbyn ne déséquilibre pas que « l'opposition de sa majesté ». Les Tories ont rapidement changé de ton à son égard ; ce qui a ajouté à sa crédibilité.

C'est un appel d'air pour une prise de risque syndicale dans la lutte pour la défense du secteur public et de l'ensemble des salariés.

**Rejet du New Labour et appareil de « Blairites »**

Sur les quelque 232 députés du Labour aux Communes, à peine une vingtaine soutiennent réellement Corbyn. Déjà leurs députés européens se sont mobilisés pour tenter de déstabiliser le député du Nord de Londres sur la question européenne, or il s'agit d'une question centrale dans un pays qui se prépare d'ici fin 2017 à un référendum sur ce thème. L'appareil du parti a procédé à l'invalidation de milliers d'inscriptions sur les listes électorales au prétexte « d'infiltration ». Il bruisse un moment de l'urgence d'annuler purement et simplement le vote. Corbyn a déjà transformé la vision que le parti doit avoir de lui-même et insécurisé un appareil tout entier tourné vers les enjeux électoraux. La fixation sur le retour au pouvoir est désormais comprise négativement par une fraction de l'opinion publique de gauche : elle est la meilleure garantie de ne pas y parvenir. Il faut reconstruire des relais sociaux hors de l'arène politique traditionnelle

1. En mai 2015 le Labour gagne des voix dans l'ensemble de la Grande-Bretagne mais perd des sièges en raison de transferts vers UKIP et les Verts en Angleterre et vers le SNP en Écosse. Cela renforce l'hypothèse que l'Alliance de forces « Anti-Westminster » (Tories+mainstream Labour) serait une menace électorale sérieuse pour les conservateurs (D. Edgar, « We fear the public won't back Corbyn, but he can win and here's the proof », *The Guardian*, 30 August 2015).

pour aller chercher des électeurs(rices) qui ont montré qu'ils étaient disponibles. C'est exactement ce que l'appareil du parti constitué dans le sillage de la prise de pouvoir de Blair ne sait pas faire. Le débat ne peut qu'être très violent.

Un premier test en grandeur réelle aura lieu en mai 2016. Des élections pour des fonctions municipales sont prévues : les mairies de Londres et d'autres villes importantes pourraient basculer vers le Labour<sup>1</sup>. Les partisans comme les opposants à Corbyn savent que ce moment-là sera le juge de paix des élections de septembre 2015. Les alliances avec des partis voisins (SNP, Lib-dem) et la récupération des électeurs partis à l'extrême-droite feront la différence, ce qui suppose le maintien d'une forte mobilisation derrière le mouvement qu'a suscité Corbyn. Corbyn promet plus de place aux décisions prises par les membres du parti, appelant ceux qui ont voté pour lui à adhérer. Le savoir-faire organisationnel des syndicats ne sera pas de trop.

Entretemps, il devra maîtriser et renouveler le parti. Il aura en particulier à constituer un « *shadow cabinet* <sup>2</sup> ». Certains caciques travaillistes ont déjà prévenu qu'il ne fallait pas compter sur eux pour cela. Il aura aussi à préciser ce qu'il faut entendre par « Corbynomics ». Les principes qu'il a énoncés à ce sujet mettent en cause les politiques d'austérité, les privilèges laissés aux banques centrales dans la politique monétaire, le rôle de l'État dans la conduite de

l'économie, etc. Ces prises de position ont suscité des clivages efficaces en période de compétition électorale ; elles ne permettent pas de dessiner avec précision les points de clivage avec l'ancienne politique du Labour et l'actuelle politique des conservateurs. La désignation des membres du *shadow cabinet* a montré que Corbyn voulait rester fidèle à la tonalité de sa campagne. Son « ministre de l'Économie », John Mc Donnell, est bien connu pour ses positions très à gauche, et il est déjà appelé à préciser les intentions de la nouvelle majorité au sein du parti.

### **Un espace réouvert au syndicalisme, avec de fortes exigences**

Blair, en arrivant au pouvoir en 1997, avait enjoint les syndicats d'être « des solutions et pas des problèmes ». Épuisés après 18 ans d'agressivité conservatrice, ils avaient accepté cela comme une paix des braves. Depuis lors leur place institutionnelle dans le parti a été rognée, les politiques et leurs exigences ont pris le dessus. Surtout, leur place dans la vie du pays a beaucoup perdu en intensité, le rôle de contestation de la vie publique étant délégitimé. Ils se sont repliés sur les services publics, et avec leurs 6 millions de membres ils n'assurent de contrats collectifs de travail qu'à un petit quart de la population salariée.

En replaçant au centre du débat public les questions qui façonnent la vie des électeurs potentiels – qui sont aussi des travailleurs (la précarité au travail, les

1. Sadiq Khan a été élu le 12 septembre candidat travailliste pour la mairie de Londres, contre les pronostics et suivant les mêmes règles que Corbyn, lui aussi avec 59 % des voix. Il fait ses meilleurs scores dans les sections syndicales du Labour. Juriste, spécialiste des droits de l'homme, ennemi déclaré de Blair, il est aussi considéré comme un représentant de la gauche du parti. Fils d'un immigrant pakistanais conducteur de bus, il est musulman et diplômé de l'Université de Londres-Nord. Il affrontera probablement un conservateur, Zac Goldsmith, fils de James, formé à Eton. Tout un symbole.

2. Traditionnellement, le parti d'opposition constitue un « cabinet fantôme » qui reproduit les principales fonctions ministérielles et attribue à des *leaders* le suivi du travail d'opposition dans chacun de ces domaines.

salaires et leurs inégalités, les conditions d'accès aux soins et à l'éducation, les transports en commun, le logement) –, Corbyn ouvre aux syndicats la voie à une plus large intervention publique. Il s'agirait alors, en rompant avec le New Labour, de renouer avec les principes fondateurs des relations syndicat/parti à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, mais dans une relation plus égalitaire entre les deux branches du Labour. Corbyn, à la notable différence de Milliband en 2010, remercie un par un les syndicats qui l'ont soutenu dans son discours d'investiture le 12 septembre, ainsi que les organisations « socialistes » qui ont participé à sa campagne.

### **Des répercussions au-delà du Channel**

La presse internationale s'est emparée très vite du phénomène, essentiellement sous son angle politique. *Der Standard* (Autriche) évoque un « Été du socialisme <sup>1</sup> » à son propos et consacre huit articles à Corbyn en août. *El País* du 26 juillet reconnaît en lui un « Don Quichotte anglais <sup>2</sup> » ; *La Repubblica* et le *New York Times* lui consacrent plus de quinze articles du 15 juillet au 30 août, le *Handelsblatt* quatre ; le *Süddeutsche Zeitung* l'assimile à une « grande gueule » fin juillet <sup>3</sup> puis à un « Outsider d'acier » mi-août <sup>4</sup>. Corbyn aura aussi à faire sa

place au sein de l'internationale socialiste. Ce mélange à la sauce anglaise pose la question de savoir comment peuvent aujourd'hui se combiner un mouvement social et un parti politique. À la différence de ce que l'on voit en Italie avec le mouvement Cinque Stelle, en Grèce avec Syriza et en Espagne avec Podemos <sup>5</sup>, l'originalité de la situation britannique est de concerner un parti de gouvernement dans lequel les syndicats jouent un rôle constitutif important.

### **Sources :**

Presse britannique et internationale, sites partisans et syndicaux

Dufour C., Hege A. (2010), *Évolutions et perspectives des systèmes de négociation collective et de leurs acteurs : six cas européens. Allemagne, Espagne, France, Grande-Bretagne, Italie, Suède*, IRES, Rapport de recherche pour l'Agence d'Objectifs CFDT et CGT, décembre.

Lefresne F. (2014), « Royaume-Uni. Le triomphe du New public management dans la crise », *Chronique internationale de l'IRES*, n° spécial, « Santé, éducation : services publics dans la tourmente », n° 148, décembre, p. 104-120.

ONS (2015a), « Employee Contracts that Do Not Guarantee a Minimum Number of Hours: 2015 Update », Office for national Statistics, 2 September.

ONS (2015b), « Labour Disputes Annual Article, 2014 », Office for national Statistics, 15 July.

1. « Der Sommer des Sozialismus », *Der Standard*, 2. August 2015.

2. J. Carlin, « El Quijote inglés », *El País*, 26 julio de 2015.

3. C. Zschke, « Nervensäge der Labour Partei », *Die Süddeutsche Zeitung*, 24 Juli 2015.

4. C. Zschke, « Aussenseiter mit Strahlkraft », *Die Süddeutsche Zeitung*, 18 August 2015.

5. Iglesias, le leader de Podemos, prend position en faveur de Corbyn le 25 août.